Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 2 décembre 1960 , d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant les conditions d'admission dans le corps des administrateurs militaires et portant organisation de l'école des administrateurs militaires", a donné le 13 décembre 1960 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 2e december 1960 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende bepaling van de voorwaarden van toelating in het korps der militaire administrateurs en inrichting van de school der militaire administrateurs", heeft de 13e december 1960 het volgend advies gegeven :

L'intitulé du projet pourrait être simplifié en ne citant que l'objet essentiel de celui-ci, qui est l'organisation de l'école des administrateurs militaires.

Il pourrait être rédigé comme suit :

"Arrêté royal portant organisation de l'école des administrateurs militaires".

\+

\+ +

Le préambule visant la loi du 1er mars 1958 qui constitue la base légale de certains articles du projet, la mention de l'article 67 de la Constitution n'est pas nécessaire.

\+

\+ +

L'article 40, alinéa 2, de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve dispose, concernant les épreuves que les officiers doivent présenter pour pouvoir être promus au grade de major :

"Les officiers porteurs du brevet d'état-major ainsi que les officiers porteurs d'un brevet de valeur équivalente que le Roi détermine, peuvent être dispensés de tout ou partie de ces épreuves".

.../...

Dans l'arrêté royal du 29 février 1960, relatif aux épreuves professionnelles imposées aux officiers de carrière pour l'accession au grade de major, le Roi a dispensé les officiers porteurs du brevet d'administrateur militaire de tout ou partie desdites épreuves professionnelles (articles 10, 12 et 14).

En organisant des cours pour les officiers candidats administrateurs militaires, le Roi exécute l'article 40, alinéa 2, de la loi du 1er mars 1958; il y aurait, dès lors, lieu de viser également cette disposition dans le préambule.

\+

\+ +

La loi du 1er mars 1958 n'a pas encore été, à ce jour, modifiée. Un projet est actuellement soumis au Parlement. Même si le présent projet entrait en vigueur après la loi modificative, celle-ci ne devrait pas être visée car, suivant le texte voté au Sénat, elle n'apporte aucune modification ni à l'article 28, ni à l'article 40 (Session 1959-1960, Chambre des Représentants, Doc. parl. 568/1).

L'alinéa 2 du préambule devrait, dès lors, être rédigé comme suit :

.../...

"Vu la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve, notamment les articles 28, alinéa 2, et 40".

\+

\+ +

Le projet modifie, par son article 23, l'arrêté royal du 29 février 1960 relatif aux épreuves professionnelles imposées aux officiers de carrière pour l'accession au grade de major, en abrogeant son article 23, 6°.

Cet arrêté royal du 29 février 1960 devrait, dès lors, être visé dans le préambule de la manière suivante :

"Vu l'arrêté royal du 29 février 1960 relatif aux épreuves professionnelles imposées aux officiers de carrière pour l'accession au grade de major, notamment l'article 23;".

\+

\+ +

En son article 4, le projet prévoit des emplois de professeurs civils et de professeurs civils suppléants. Les articles 5 et 6 contiennent des dispositions concernant leur nomination et la décharge de leurs fonctions. L'article 8 les soumet à l'autorité du commandant de l'école.

.../...

C'est à juste titre que les dispositions relevées ci-dessus n'ont pas été soumises à l'avis du comité de consultation syndicale.

Dans son avis précédant l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics, le Conseil d'Etat a précisé que, par agents de l'administration générale au sens de l'artiele 66, alinéa 2, de la Constitution, "on entend les agents du pouvoir exécutif central, à l'exclusion de ceux des diverses branches de l'administration pour lesquelles la Constitution a prévu un régime particulier" (Moniteur du 22 juin 1955, page 4029).

Comme le Conseil d'Etat l'a déjà déclaré dans son avis relatif à un projet d'arrêté royal portant organisation de l'école de guerre (L. 6990), "l'armée ne peut être considérée comme faisant partie de l'administration générale". Les articles 66, alinéa 1er, 68, alinéa 1er, 118 à 124 et 139, 10°, de la Constitution en fixent le régime. Les professeurs civils de l'école des administrateurs militaires, tout comme les professeurs civils d'autres écoles ayant comme objet le perfectionnement des militaires, font partie de l'organisation même des forces armées ; le présent projet le montre bien qui, reprenant une disposition en vigueur concernant certaines écoles du Ministère de la Défense nationale depuis 1913, prévoit en son article 8, alinéa 3, que le personnel civil est soumis à l'autorité du commandant de l'école conformément aux dispositions arrêtées par le Ministre de la Défense nationale.

\+

\+ \+

.../...

Afin d'alléger la rédaction du texte, il est suggéré de remplacer les mots "école des administrateurs militaires" par le mot "école" aux articles 4, alinéa 1er, 5, alinéa 1er, 8, alinéa 1er, 11, 19, 20, alinéas 1er et 2, 21, § 2 .

\+

\+ \+

Le chapitre Ier du projet a trait à "l'admission dans le corps des administrateurs militaires".

Il ne contient qu'un seul article, qui dispose :

"Article 1er.-

Peuvent seuls être admis dans le corps des administrateurs militaires, les officiers porteurs du brevet d'administrateur militaire.

Le Roi confère ce brevet aux officiers qui ont suivi avec fruit l'ensemble des cours donnés à l'école des administrateurs militaires".

L'alinéa 1er de cet article est pris en exécution de l'article 28, alinéa 2, de la loi du 1er mars 1958 visée dans le préambule et qui confère au Roi le soin de fixer "les conditions que doit remplir un officier pour être admis dans un corps dans lequel aucun emploi de sous-lieutenant n'est prévu".

.../...

Tel est bien le cas du corps des administrateurs militaires qui, actuellement, suivant les arrêtés fixant les cadres des divers corps de la force terrestre, ne compte pas d'officiers subalternes.

Seule la force terrestre compte actuellement un corps d'administrateurs militaires.

L'alinéa 1er de l'article 1er ne s'applique donc qu'à cette seule force; il conviendrait, dès lors, non pas de le faire figurer au début de l'arrêté, mais bien dans les dispositions finales.

L'alinéa 2 de l'article 1er du projet devrait, si l'on veut suivre un certain ordre logique, figurer directement après l'article 22, car il a trait à la conséquence que le Roi va tirer de la réussite des épreuves de l'école. C'est bien à cette place qu'une telle disposition figure dans l'arrêté royal du 14 juillet 1953 que le projet abroge, et dans les dispositions réglementaires relatives à l'école de guerre.

\+

\+ \+

S'il est donné suite aux observations relatives à l'article 1er, le projet débuterait par le chapitre II. Le numérotage des articles devrait être modifié ainsi que les références à des articles faites dans le corps du texte.

.../...

Le chapitre III ayant trait, lui aussi, à l'école des administrateurs militaires, il est suggéré de rédiger l'intitulé du chapitre II,qui deviendrait le chapitre Ier, comme suit :

"Chapitre Ier. - De l'organisation de l'école des administrateurs militaires".

\+

\+ +

Le début de l'article 3 serait mieux rédigé comme suit :

"L'école des administrateurs militaires a pour mission de former ...(la suite comme au projet)...".

\+

\+ +

Dans son article 4, le projet énumère les diverses fonctions qui seront remplies par le personnel militaire et civil de l'école des administrateurs militaires, mais il délègue au Ministre de la Défense nationale le soin de fixer le cadre organique de l'école.

Cette délégation aura comme résultat de lier le pouvoir de nomination du Roi à une décision préalable du Ministre fixant le cadre des emplois.

.../...

Afin d'éviter une telle situation, il y aurait lieu de prévoir dans l'article 4 du projet ou dans un arrêté royal distinct, le cadre du corps professoral de l'école des administrateurs militaires.

\+

\+ +

L'article 4, alinéa 2, gagnerait à être rédigé comme suit :

"Les officiers professeurs, professeurs suppléants et chargés de cours peuvent cumuler ces fonctions avec d'autres emplois dans les forces armées".

\+

\+ +

L'article 5 du projet est rédigé comme suit :

"Article 5.-

Le commandant de l'école des administrateurs militaires, le commandant en second, ainsi que les professeurs civils et militaires sont nommés et déchargés de leurs fonctions par le Roi.

Les professeurs suppléants et les chargés de cours sont nommés et déchargés de leurs fonctions par le Ministre de la Défense nationale".

.../...

Suivant l'arrêté royal du 14 juillet 1953 qui a trait à l'école des administrateurs militaires et suivant l'arrêté royal du 21 juin 1960 portant organisation de l'école de guerre, le Ministre ne procède pas à des nominations lorsqu'il s'agit de membres militaires du personnel enseignant autres que professeurs, mais bien à de simples désignations aux emplois en question.

Comme l'intention du Gouvernement n'est pas d'adopter une autre formule,il y aurait lieu de rédiger l'article 5, alinéa 2, de la manière suivante :

"Les professeurs suppléants civils sont nommés et déchargés de leurs fonctions par le Ministre de la Défense nationale. Les professeurs suppléants militaires et les chargés de cours sont désignés par le Ministre de la Défense nationale".

\+

\+ +

L'article 6, alinéa 1er, prévoit que "nul ne peut être nommé professeur civil à l'école des administrateurs militaires s'il n'est porteur d'un diplôme de docteur, de pharmacien, d'ingénieur ou d'agrégé de l'enseignement supérieur".

Suivant les intentions du Gouvernement, la même condition est exigée des professeurs suppléants civils. Mention de ceux-ci devrait être faite dans l'alinéa 1er de l'article 6.

\+

\+ +

.../...

Après avoir prévu les diplômes exigés pour devenir professeur civil, l'article 6, en son alinéa 2, dispose :

"Des dispenses de diplômes peuvent être accordées par le Roi aux personnes qui auront fait preuve d'un mérite scientifique exceptionnel ou qui, par leurs fonctions, ont une connaissance particulière des matières que le cours concerne".

En prévoyant la possibilité de dispense en faveur de personnes qui "par leurs fonctions" ont une connaissance particulière des matières que le cours concerne, l'alinéa 2 de l'article 6 risque de rendre en grande partie vaine, la règle fixée par l'alinéa 1er.

Il est suggéré de modifier cet alinéa 2 en y insérant la formule que l'on trouve dans l'article 11 de la loi du 18 mars 1838 portant organisation de l'école militaire.

\+

\+ \+

Pour suivre ces diverses observations, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 6 de la manière suivante :

"Article 6.-

Nul ne peut être nommé professeur civil ou professeur suppléant civil à l'école des administrateurs militaires, s'il n'est porteur d'un diplôme de docteur, de pharmacien, d'ingénieur ou d'agrégé de l'enseignement supérieur.

.../...

Toutefois, le Roi peut déroger à l'alinéa 1er en faveur de personnes qui auront fait preuve d'un mérite supérieur soit par leurs écrits, soit dans l'enseignement ou la pratique de la science qu'ils sont chargés d'enseigner".

\+

\+ +

L'article 7 du projet est rédigé comme suit :

"Article 7.-

Nul officier ne peut être nommé professeur ou chargé de cours à l'école des administrateurs militaires s'il n'est porteur du brevet d'administrateur militaire ou du brevet d'état-major ou s'il ne remplit les conditions fixées à l'article 6 du présent arrêté".

Suivant les intentions du Gouvernement, cet article s'applique également aux professeurs suppléants militaires. De plus, le Gouvernement n'entend pas appliquer aux militaires l'article 6, alinéa 2, qui prévoit la possibilité de dispenser des diplômes exigés.

Pour répondre à ces intentions, il y aurait lieu de rédiger l'article 7 de la manière suivante :

"Article 7.-

Nul officier ne peut être nommé professeur ou désigné comme professeur suppléant ou chargé de cours à l'école des administrateurs militaires, s'il n'est porteur du brevet d'administrateur militaire ou du brevet d'état-major, ou s'il ne remplit les conditions fixées à l'article 6, alinéa 1er".

\+

\+ +

.../...

L'article 9, alinéa 1er, fait double emploi avec l'article 13; il devrait, dès lors, être omis.

L'alinéa 2 devrait en conséquence subir une légère modification de forme. Les mots "de cette école" devraient être remplacés par les mots "de l'école des administrateurs militaires".

\+

\+ +

Le dernier membre de phrase de l'article 10 devrait se lire comme suit :

"et de son aptitude à suivre avec profit l'enseignement donné à l'école des administrateurs militaires".

\+

\+ +

L'article 12 du projet est rédigé comme suit :

"Article 12.-

Le Ministre de la Défense nationale fixe, pour chaque session de l'école des administrateurs militaires, le nombre d'officiers de la force terrestre et de chacun des corps des autres forces armées à admettre à cette école".

Comme il entre dans les intentions du Gouvernement de ne faire fixer par le Ministre le nombre d'officiers des forces autres que la force terrestre que si les nécessités du service l'exigent, il y aurait lieu de rédiger cet article 12 de la manière suivante :

.../...

"Article 12.-

Le Ministre de la Défense nationale fixe, pour chaque session de l'école des administrateurs militaires, le nombre d'officiers de la force terrestre et, si les nécessités du service l'exigent, le nombre d'officiers de certains des corps des autres forces armées, à admettre à cette école".

\+

\+ +

Pour bien montrer que les candidats des forces autres que la force terrestre seront classés par corps, il y aurait lieu de rédiger l'article 14, alinéa 2, de la manière suivante :

"Le jury établit, d'après la note moyenne obtenue par chacun d'eux, le classement des candidats de la force terrestre et les classements des candidats des divers corps des autres forces auxquels le recrutement a été ouvert".

\+

\+ +

Pour la même raison, l'article 15 devrait être rédigé comme suit :

"Article 15.-

Le Ministre de la Défense nationale désigne les candidats admis à l'école suivant les classements établis en application de l'article 14".

\+

\+ +

.../...

L'article 20 du projet, en son alinéa 1er, dispose que le Ministre "peut retirer de l'école les officiers" pour des raisons professionnelles, disciplinaires ou de santé.

Il est proposé de remplacer cette formule par celle qui existe dans la réglementation actuelle concernant l'école des administrateurs militaires et l'école de guerre: "... le Ministre de la Défense nationale peut décider le renvoi au corps des officiers qui ...".

\+

\+ \+

Le début du dernier alinéa de l'article 20 devrait également être modifié de la manière suivante :

"Toutefois, les officiers renvoyés à leur corps pour raison de santé ...".

\+

\+ \+

L'article 21, § 3, du projet dispose :

"§ 3. Les professeurs et chargés de cours qui ne sont pas membres du jury assistent à l'examen des élèves dans la branche du programme qu'ils ont enseignée. Ils y ont voix consultative".

Une telle disposition indique que l'examen sera passé oralement alors que , suivant l'article 21, § 1er, il appartiendra au Ministre de fixer les modalités de cet examen.

.../...

Si telle est bien l'intention du Gouvernement, il serait plus clair de préciser au § 1er de cet article 21 que l'épreuve a lieu oralement.

Si, par contre, le Gouvernement entend prévoir éventuellement une épreuve écrite, il y aurait lieu de rédiger l'article 21, § 3, d'une autre manière.

L'article 21, § 3, s'applique également aux professeurs suppléants.

\+

\+ +

Tenant compte des deux dernières observations, il est proposé de rédiger l'article 21, § 3, de la manière suivante :

"§ 3. Les professeurs, les professeurs suppléants et les chargés de cours qui ne sont pas membres du jury, assistent, avec voix consultative, aux réunions de celui-ci, lorsqu'elles ont trait à la branche du programme qu'ils enseignent".

\+

\+ +

C'est après l'article 22 que devrait figurer, comme il a été dit ci-dessus, un article reprenant l'article 1er, alinéa 2. Il pourrait être rédigé comme suit:

.../...

"Article...

Le Roi confère le brevet d'administrateur militaire aux officiers qui ont suivi avec fruit l'ensemble des cours donnés à l'école des administrateurs militaires".

\+

\+ +

Les articles 1er, alinéa 1er, 23 et 24 devraient figurer sous un chapitre distinct,qui pourrait être intitulé :

"Chapitre ... - Dispositions générales".

\+

\+ +

L'article 23 du projet abroge "l'arrêté royal du 14 juillet 1953 relatif à l'école des administrateurs militaires et aux épreuves de major administrateur militaire, modifié par l'arrêté royal du 29 février 1960".

Ce dernier arrêté abroge, par son article 23, 6°, l'article 20, 2°, de l'arrêté royal du 14 juillet 1953.

Par souci de clarté, il s'indiquerait de rédiger l'article 23 du projet de la manière suivante :

"Article 23.-

L'arrêté royal du 14 juillet 1953 relatif à l'école des administrateurs militaires et aux épreuves de major administrateur militaire, modifié par l'article 23, 6°, de l'arrêté royal du 29 février 1960, est abrogé".

\+

\+ +

.../...

Le projet ne contient aucune disposition d'ordre pécuniaire.

Les allocations accordées aux divers membres du corps enseignant de l'école des administrateurs militaires restent réglées par l'arrêté royal du 23 octobre 1950 relatif aux allocations attribuées aux membres du personnel enseignant de la section "Administrateurs militaires" de l'école des services financiers de l'armée. Il est à noter que cet arrêté non seulement emploie, en ce qui concerne l'appellation de l'école, une terminologie dépassée, mais encore ne prévoit pas d'allocation pour le commandant en second et ne prévoit pas le cas des professeurs suppléants.

Le présent projet nécessite une refonte de cet arrêté royal du 23 octobre 1950.

---

Het opschrift ware eenvoudiger indien het enkel aangaf wat het hoofddoel van het ontwerp is namelijk het inrichten van de school der militaire administrateurs. Men leze het derhalve als volgt :

"Koninklijk besluit tot inrichting van de school der militaire administrateurs".

+

\+ +

Vermelding van artikel 67 van de Grondwet is overbodig, omdat de aanhef verwijst naar de wet van 1 maart 1958 die voor sommige artikelen van het ontwerp rechtsgrond is.

+

\+ +

Artikel 40, tweede lid, van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserve-officieren bepaalt in verband met de examens welke de officieren moeten afleggen om tot majoor te kunnen worden benoemd :

"De officieren, houder van het stafbrevet, alsmede de officieren die houder zijn van een brevet van gelijke waarde, door de Koning bepaald, kunnen geheel of gedeeltelijk van deze examens vrijgesteld worden".

.../...

Het koninklijk besluit van 29 februari 1960 betreffende de aan de officieren van het actief kader opgelegde beroepsexamens voor de bevordering tot de graad van majoor (artikelen 10, 12 en 14) heeft de officieren die houder zijn van het brevet van militair administrateur geheel of gedeeltelijk van bedoelde beroepsexamens vrijgesteld.

Door het inrichten van cursussen voor officieren-candidaten-militaire administrateurs geeft de Koning uitvoering aan artikel 40, tweede lid, van de wet van 1 maart 1958; de aanhef dient derhalve ook naar die bepaling te verwijzen.

\+

\+ +

De wet van 1 maart 1958 is tot dusver niet gewijzigd. Bij het Parlement is thans een ontwerp aanhangig. Zelfs indien het onderhavige ontwerp-besluit na de wijzigingswet in werking trad, zou het niet nodig zijn naar die wet te verwijzen, aangezien de door de Senaat aangenomen tekst de artikelen 28 en 40 ongewijzigd laat (zitting 1959-1960, Kamer van Volksvertegenwoordigers, Gedr.st. 568/1).

Het tweede lid van de aanhef ware derhalve als volgt te lezen :

"Gelet op de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren, inzonderheid op de artikelen 28, tweede lid, en 40".

\+

\+ +

.../...

Artikel 23 van het ontwerp wijzigt het koninklijk besluit van 29 februari 1960 betreffende de aan de officieren van het actief kader opgelegde beroepsexamens voor de bevordering tot de graad van majoor, door artikel 23, 6°, van dat besluit op te heffen.

In de aanhef verwijze men dan ook als volgt naar dat besluit :

"Gelet op het koninklijk besluit van 29 februari 1960 betreffende de aan de officieren van het actief kader opgelegde beroepsexamens voor de bevordering tot de graad van majoor, inzonderheid op artikel 23;".

+

\+ +

Artikel 4 van het ontwerp bepaalt, dat er burgerprofessoren en plaatsvervangende burgerprofessoren zijn. De artikelen 5 en 6 bevatten bepalingen over hun benoeming en hun ambtsontheffing. Artikel 8 plaatst hen onder het gezag van de commandant van de school.

Terecht is over de aangehaalde bepalingen de syndicale raad van advies niet geraadpleegd.

Het advies van de Raad van State dat aan het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten voorafgaat (Staatsblad van 22 juni 1955, blz. 4029) wijst erop, dat onder "personeel van algemeen bestuur in de zin van artikel 66, tweede lid, van de Grondwet" wordt verstaan "het personeel van de centrale uitvoerende macht, met uitsluiting van het personeel der diverse bestuurstakken waarvoor de Grondwet een afzonderlijke regeling heeft voorgeschreven".

.../...

Zoals de Raad van State in zijn advies over een ontwerp van koninklijk besluit houdende inrichting van de krijgsschool (L.6990), heeft opgemerkt, kan het leger niet worden geacht, van het algemeen bestuur deel uit te maken". De artikelen 66, eerste lid, 68, eerste lid, 118 tot 124 en 139, 10°, van de Grondwet stellen de rechtsregeling van het leger vast. De burgerprofessoren van de school der militaire administrateurs behoren, evengoed als die van andere volmakingsscholen voor militairen, tot de organisatie zelf van de krijgsmacht. Dit blijkt zeer goed uit het ontwerp, hetwelk, aansluitend op een sedert 1913 voor sommige scholen van het Ministerie van Landsverdediging geldende bepaling, in artikel 8, derde lid, stelt, dat het burgerpersoneel onder het gezag van de commandant van de school staat overeenkomstig de door de Minister van Landsverdediging vast te stellen voorzieningen.

\+

\+ \+

De tekst zou vlotter lezen indien in de artikelen 4, eerste lid, 5, eerste lid, 8, eerste lid, 11, 19, 20, eerste en tweede lid, en 21, § 2, eenvoudig "school" in plaats van "School der militaire administrateurs" werd geschreven.

\+

\+ \+

Hoofdstuk I van het ontwerp heeft betrekking op de toelating tot het korps van de militaire administrateurs.

.../...

Het heeft maar één artikel, dat luidt als volgt :

"Artikel 1.-

Alleen officieren die houder zijn van het brevet van militair administrateur kunnen in het korps der militaire administrateurs worden toegelaten.

De Koning verleent dit brevet aan de officieren die met vrucht het geheel der in de school der militaire administrateurs gegeven cursussen gevolgd hebben".

Het eerste lid van dat artikel geeft uitvoering aan artikel 28, tweede lid, van de in de aanhef vermelde wet van 1 maart 1958, dat de Koning de zorg opdraagt de voorwaarden te bepalen "welke een officier moet vervullen om toegelaten te worden in een korps waar geen ambt van onderluitenant voorzien is".

Dat is wel degelijk het geval met het korps van de militaire administrateurs dat, volgens de besluiten houdende vaststelling van het kader van de diverse landmachtkorpsen, thans geen lagere officieren telt.

Alleen bij de landmacht is er thans een korps van militaire administrateurs.

Het eerste lid van artikel 1 geldt dus alleen voor de landmacht en zou dan ook niet vooraan in het besluit, maar onder de slotbepalingen moeten voorkomen.

.../...

Het tweede lid van dat artikel zou logischerwijze onmiddellijk na artikel 22 moeten komen ,omdat het aangeeft welk gevolg de Koning aan het slagen voor de examens van de school verbindt. Ook in het koninklijk besluit van 14 juli 1953, dat door het ontwerp wordt opgehewen, en in de reglementsbepalingen betreffende de krijgsschool staat een zelfde bepaling achteraan.

\+

\+ +

Indien de opmerkingen in verband met artikzl 1 worden aangenomen, zal het ontwerp beginnen met het huidige hoofdstuk II en zullen de artikelen alsmede de in de tekst van het ontwerp voorkomende verwijzingen naar die artikelen moeten worden vernummerd.

Daar het hoofdstuk III eveneens op de school der militaire administrateurs betrekking heeft, wordt voor het hoofdstuk II, dat nu hoofdstuk I wordt, het volgende opschrift voorgesteld :

"Hoofdstuk I. - Inrichting van de school der militaire administrateurs".

\+

\+ +

Het begin van artikel 3 leze men als volgt :

"De school der militaire administrateurs heeft tot taak ... (verder zoals in het ontwerp) ...".

\+

\+ +

Artikel 4 van het ontwerp geeft een opsomming van de ambten die door het militair en het burgerpersoneel van de school zullen worden uitgeoefend, maar draagt de Minister van Landsverdediging de zorg op, het organiek kader van de school vast te stellen.

Die opdracht zal tot gevolg hebben, dat 's Konings benoemingsmacht wordt gebonden aan een voorafgaande beslissing van de Minister tot vaststelling van het kader van die betrekkingen.

Om dit te voorkomen, ware het goed het kader van het professorenkorps van de school der militaire administrateurs in artikel 4 van het ontwerp of in een afzonderlijk koninklijk besluit vast te stellen.

\+

\+ +

Artikel 4, tweede lid, ware als volgt te stellen :

"Officieren die professor, plaatsvervangend professor of docent zijn, kunnen dat ambt met andere bedieningen in de krijgsmacht cumuleren".

\+

\+ +

Artikel 5 van het ontwerp is als volgt gesteld :

.../...

"Artikel 5.-

De commandant van de school der militaire administrateurs, de tweede commandant, de burgerprofessoren en de militaire professoren worden benoemd en van hun ambt ontheven door de Koning.

De plaatsvervangende professoren en de docenten worden benoemd en van hun ambt ontheven door de Minister van Landsverdediging".

Volgens het koninklijk besluit van 14 juli 1953, dat betrekking heeft op de school der militaire administrateurs, en volgens het koninklijk besluit van 21 juni 1960 houdende inrichting van de krijgsschool, worden de militaire leden van het onderwijzend personeel die geen professor zijn, door de Minister niet benoemd doch eenvoudig aangewezen.

Daar de Regering het hier niet anders bedoelt, ware artikel 5, tweede lid, als volgt te stellen :

"De plaatsvervangende burgerprofessoren worden door de Minister van Landsverdediging benoemd en ontslagen. De plaatsvervangende militaire professoren en de docenten worden door de Minister van Landsverdediging aangewezen".

+

+ +

.../...

Artikel 6, eerste lid, bepaalt, dat "niemand tot burgerprofessor aan de school der militaire administrateurs kan worden benoemd, indien hij niet in het bezit is van een diploma van doctor, apotheker, ingenieur of geaggregeerde van het hoger onderwijs".

Het is de bedoeling van de Regering dat die voorwaarde eveneens voor plaatsvervangende burgerprofessoren zou gelden. Deze dienen in het eerste lid van artikel 6 dan ook te worden vermeld.

\+

\+ \+

Na de diplomavereisten voor burgerprofessoren te hebben vastgesteld, bepaalt artikel 6 in het tweede lid :

"Vrijstellingen van diploma's kunnen door de Koning worden verleend aan personen die het bewijs geleverd hebben van een uitzonderlijke wetenschappelijke verdienste of die, ingevolge hun functies, een bijzondere kennis bezitten van de stof waarover de cursus handelt ".

Aan de bepaling dat vrijstelling kan worden verleend aan degenen die "ingevolge hun functies" een bijzondere kennis bezitten van de stof waarover de cursus loopt, is het gevaar verbonden, dat de in het tweede lid van artikel 6 neergelegde regel grotendeels wordt ontwricht.

.../...

Voorgesteld wordt, in het tweede lid de formule over te nemen die voorkomt in artikel 11 van de wet van 18 maart 1838 houdende inrichting van de militaire school.

\+
\+ +

Om met al die opmerkingen rekening te houden, stelt de Raad van State voor artikel 6 de volgende lezing voor :

"Artikel 6.-

Niemand kan tot burgerprofessor of tot plaatsvervangend burgerprofessor aan de school der militaire administrateurs worden benoemd tenzij hij houder is van een diploma van dokter, apotheker, ingenieur of geaggregeerde van het hoger onderwijs.

De Koning kan van het eerste lid evenwel afwijken ten voordele van degenen die hetzij door hun geschriften hetzij hij het onderwijzen of beoefenen van de wetenschap die ze moeten doceren, blijk van zeer hoge verdienste hebben gegeven".

\+
\+ +

./...

Artikel 7 van het ontwerp luidt als volgt :

"Artikel 7.-

Geen officier kan professor of docent aan de school der militaire administrateurs worden benoemd indien hij niet in het bezit is van het brevet van militair administrateur of van het stafbrevet, of indien hij de voorwaarden niet vervult die in artikel 6 van dit besluit voorzien zijn".

De bedoeling van de Regering is, dat die bepaling ook voor plaatsvervangende militaire professoren zou gelden. Zij wil echter niet, dat artikel 6, tweede lid, hetwelk vrijstelling van de diplomavereisten mogelijk maakt, op militairen toepassing vindt.

Om die tweeledige bedoeling tot haar recht te laten komen, stelle men artikel 7 als volgt :

"Artikel 7.-

Geen officier kan aan de school der militaire administrateurs tot professor benoemd of tot plaatsvervangend professor of docent aangewezen worden, tenzij hij houder is van het brevet van militair administrateur of van het stafbrevet, dan wel voldoet aan de voorwaarden gesteld in artikel 6, eerste lid".

+

\+ +

.../...

Artikel 9, eerste lid, dupleert met artikel 13 en kan dus vervallen. Dit maakt echter een lichte vormwijziging noodzakelijk in het tweede lid, waar in plaats van "deze school" dient te worden gelezen "de school der militaire administrateurs".

\+

\+ +

Het laatste deel van de tweede volzin van artikel 10 leze men als volgt :

"... en hun geschiktheid om het door de school der militaire administrateurs verstrekte onderricht met vrucht te volgen".

\+

\+ +

Artikel 12 van het ontwerp is als volgt gesteld :

"Artikel 12.-

De Minister van Landsverdediging bepaalt, voor elke sessie van de school der militaire administrateurs, hoeveel officieren van de landmacht en van ieder der korpsen van de andere krijgsmachtdelen tot deze school mogen toegelaten worden".

.../...

De bedoeling van de Regering is, de Minister het aantal officieren van andere krijgsmachtdelen dan de landmacht alleen dan te laten vaststellen als dit voor de behoeften van de dienst noodzakelijk is. Artikel 12 ware derhalve als volgt te lezen :

"Artikel 12.-

De Minister van Landsverdediging bepaalt voor elke zitting van de school der militaire administrateurs hoeveel officieren van de landmacht en, wanneer dit voor de behoeften van de dienst noodzakelijk is, hoeveel officieren van sommige korpsen der andere krijgsmachtdelen tot die school kunnen worden toegelaten".

+
+ +

Om goed te doen uitkomen, dat de kandidaten van andere krijgsmachtdelen dan de landmacht per korps zullen worden gerangschikt, dient artikel 14, tweede lid, als volgt te worden gelezen :

"De examencommissie maakt volgens het door ieder van hen behaalde gemiddelde waardecijfer de rangschikking van de kandidaten van de landmacht op alsook, per korps, de rangschikking van de kandidaten der diverse, tot andere krijgsmachtdelen behorende korpsen die voor werving in aanmerking werden genomen".

+
+ +

.../...

Om dezelfde reden, leze men artikel 15 als volgt :

"Artikel 15.-

De Minister van Landsverdediging wijst de kandidaten aan, die volgens de bij toepassing van artikel 14 opgemaakte rangschikkingen tot de school worden toegelaten".

+

+ +

Het eerste lid van artikel 20 bepaalt, dat de Minister om beroeps-, tucht- of gezondheidsredenen "de terugtrekking uit de school kan beslissen van officieren ...".

Voorgesteld wordt, de uitdrukking over te nemen die wordt gebruikt in de huidige regeling betreffende de school der militaire administrateurs en de krijgsschool : "...de Minister van Landsverdediging kan beslissen dat naar hun korps worden teruggestuurd de officieren die ...".

+

+ +

Evenzo leze men in het begin van het laatste lid van artikel 20 :

"De officieren die om gezondheidsredenen naar hun korps worden teruggestuurd,kunnen evenwel ...".

+

+ +

.../...

Artikel 21, § 3, bepaalt :

"§ 3. De professoren en docenten die geen lid zijn van de examencommissie wonen het examen van de leerlingen bij in de tak van het programma die zij onderwezen hebben. Zij hebben er raadgevende stem".

Zulk een bepaling wijst erop, dat het examen mondeling zal zijn. Volgens artikel 21, § 1, staat het echter aan de Minister, de wijze te bepalen waarop dat examen wordt afgenomen.

Is het de bedoeling van de Regering, een mondeling examen af te nemen, dan zou dit in de eerste paragraaf van artikel 21 met zoveel woorden moeten worden gezegd.

Wil zij daarentegen de mogelijkheid openlaten een schriftelijk examen voor te schrijven, dan dient artikel 21, § 3, anders te worden geformuleerd.

Artikel 21, § 3, geldt ook voor plaatsvervangende professoren.

\+

\+ +

Gelet op de laatste twee opmerkingen, wordt voor artikel 21, § 3, de volgende lezing voorgesteld :

.../...

"§ 3. De professoren, plaatsvervangende professoren en docenten die geen lid van de examencommissie zijn, wonen met raadgevende stem de vergaderingen van die commissie bij wanneer deze de door hen onderwezen tak van het programma tot onderwerp hebben".

\+

\+ +

Na artikel 22 zou, zoals hiervoren is gezegd, een artikel moeten komen met de inhoud van artikel 1, tweede lid. Men stelle het als volgt :

"Artikel ...

De Koning verleent het brevet van militair administrateur aan de officieren die het geheel van de cursussen van de school der militaire administrateurs met vrucht hebben gevolgd".

\+

\+ +

De artikelen 1, eerste lid, 23 en 24 zouden een apart hoofdstuk moeten vormen met als opschrift :

"Hoofdstuk ... Algemene bepalingen".

\+

\+ +

Artikel 23 houdt opheffing van "het koninklijk besluit van 14 juli 1953 betreffende de

.../...

school voor militaire administrateurs en de examens en proeven van majoor militair administrateur, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 februari 1960".

Artikel 23, 6°, van het laatstgenoemde besluit heft artikel 20, 2°, van het koninklijk besluit van 14 juli 1953 op.

Duidelijkheidshalve ware artikel 23 van het ontwerp dan ook als volgt te stellen :

"Artikel 23.-

Het koninklijk besluit van 14 juli 1953 betreffende de school voor militaire administrateurs en de examens en proeven van majoor militair administrateur, gewijzigd bij artikel 23, 6°, van het kominklijk besluit van 29 februari 1960, wordt opgeheven".

\+

\+ \+

In het ontwerp komt geen enkele bepaling inzake bezoldiging voor.

Voor de toelagen aan de leden van het onderwijzend personeel van de school der militaire administrateurs blijven de bepalingen gelden van het koninklijk besluit van 23 oktober 1950 betreffende de toelagen, verleend aan de leden van het onderwijzend personeel van de afdeling "militaire administrateurs" van de school van de financiële diensten van het leger. Er moge worden opgemerkt niet alleen dat

.../...

laatstgenoemd besluit de school met een verouderde naam aanduidt,maar ook dat het aan de tweede commandant geen toelage verleent en evenmin iets bepaalt voor de plaatsvervangende professoren.

Het koninklijk besluit van 23 oktober 1950 zal ten gevolge van dit ontwerp dan ook grondig moeten worden gewijzigd.

---

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

F. DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
F. VAN GOETHEM, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. F.REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C. ROUSSEAUX.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. F.REMION, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.